



Déclaration liminaire de la C.G.T. des universités de Montpellier

Parcoursup : en plein bac, 230 000 lycéens restent sans inscription ! Pire que les pronostics les plus pessimistes !

Le mardi 22 mai, à quelques jours des épreuves du Bac, les lycéens ont pu découvrir les premières réponses à leurs vœux : la moitié est soit en attente, soit confrontée à une réponse négative. Dans certaines classes, ce taux peut monter jusqu'à 80%. Partout, la presse relate des cas d'élèves qui ont travaillé, bons élèves, qui se retrouvent sans avenir. Le fonctionnement obscur et complexe de Parcoursup ajoute en outre au stress et à l'anxiété des lycéens et parents d'élèves.

Pour sélectionner ainsi, les algorithmes, non publiés, prendraient en compte non seulement les notes de première et de terminale, mais également l'origine du lycée. C'est donc une aggravation de la ghettoïsation de la jeunesse à laquelle nous assistons.

Par exemple, à la faculté des sciences de Montpellier, dans une filière pourtant qualifiée de non sélective, les capacités d'accueil en L1 ont été réduites de 2300 à 1800 places. 6400 candidatures ont été reçues en mars pour 1000 places de néo-entrants, les 800 autres places étant réservées entre autres aux redoublants. Alors que nous avions réclamé que ces 6400 étudiants soient appelés, seuls 4400 l'ont été. Au 5 juin, seuls 573 candidats ont accepté leur appel. 3027 l'ont déjà refusé et 800 autres réservent leur choix dans l'attente d'autres vœux. 2000 étudiants sont dans l'attente d'un éventuel appel complémentaire fin juin ou, au plus tard, le 20 septembre (la rentrée étant fixée au 3 septembre).

Par ailleurs, Pôle emploi a déjà commencé à se préparer à une augmentation drastique du nombre d'inscriptions de néo-bacheliers² : après le bac, c'est donc la case **sans emploi** !

Qui peut accepter cela pour notre jeunesse ? Voilà où mène l'entêtement du ministère, alors que les organisations des personnels-lycéens-étudiants (CGT, FO, FSU, SUD, UNEF, UNL, SGL...) ont depuis le début dénoncé le dispositif Parcoursup et ont impulsé la mobilisation. La ministre a donc volontairement ignoré toutes les mises en garde : voilà le résultat d'un

gouvernement sourd à la jeunesse, mais très attentif et servile vis-à-vis des fortunes du CAC 40.

Nous ne laisserons pas le gouvernement terroriser la jeunesse et refusons cette attaque sans précédent contre l'avenir de la jeunesse.

Nous réaffirmons la demande d'abrogation de la loi ORE et l'abandon de Parcoursup, ainsi que le maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire, afin que chaque bachelier·e ou étudiant·e puisse avoir accès à la formation de son choix et puisse suivre ses études dans de bonnes conditions.